



Le 1er février, Human Rights Watch (HRW) a lancé un appel aux autorités camerounaises pour garantir l'ouverture d'enquêtes et protéger les victimes présumées d'Hervé Bopda.

Ce dernier, opérateur économique, a été arrêté le 31 janvier à Douala, suite à des accusations de viols, violences sexuelles, séquestrations et menaces avec arme à feu.

Lewis Mudge, directeur pour l'Afrique centrale chez HRW, a évoqué l'importance d'une procédure judiciaire équitable et impartiale respectant à la fois les droits de la défense d'Hervé Bopda et ceux des victimes.

Il a également appelé à une tolérance zéro pour les violences sexuelles, tout en renforçant le système judiciaire pour mieux traiter de telles allégations.

Les accusations contre Hervé Bopda ont suscité une mobilisation publique, avec une pétition en ligne réunissant plus de 20 800 signatures et des hashtags demandant son arrestation.

Des avocats sont mobilisés pour aider les victimes à engager des actions en justice, et au moins trois plaintes ont déjà été déposées contre l'homme d'affaires.

Malgré ses dénégations et une plainte pour diffamation, Hervé Bopda fait face à un véritable

scandale. La ministre de la Promotion de la femme et de la famille s'est félicitée de l'ouverture d'une enquête, encourageant les victimes à briser le silence et à fournir les éléments nécessaires à la justice.

La famille d'Hervé Bopda a par ailleurs appelé à une instruction sereine et impartiale de l'affaire.
